



Termes de références

-MISSION D'EXPERTISE EN SUIVI-EVALUATION-

| | |
|--|--|
| TITRE DU PROJET : | « Projet de développement équilibré et durable de la Kadey et de la Mambéré-Kadeï (I Yéké Oko) » au Cameroun et en République Centrafricaine |
| CONSORTIUM | Action Contre la Faim, CARE, Croix-Rouge française, IRAM, Norwegian Refugee Council |
| NOM DE L'ORGANISATION MANDATAIRE | Croix-Rouge française |
| LOCALISATION : | Département de la Kadey (Batouri) et Préfecture de la Mambere-Kadeï (Berberati) |
| PAYS D'AFFECTATION : | Cameroun et République centrafricaine (RCA) |
| DUREE DE LA MISSION ENVISAGEE : | 2 mois |
| DATE DU DEMARRAGE DE LA MISSION SOUHAITEE : | Septembre 2019 (au plus tard le 5 septembre) |



I. Contexte et justification :

Depuis 2013, le conflit en République Centrafricaine (RCA) a entraîné de violents combats et conduit une partie de la population, en majorité musulmane, à se déplacer à l'intérieur du pays ou vers les pays voisins. La République Centrafricaine fait face à une crise chronique et complexe, à la fois sécuritaire, socio-politique et humanitaire depuis plus de 6 ans, caractérisée par des troubles sociaux, des affrontements intercommunautaires, une recrudescence du grand banditisme et d'actes de violences et les déplacements des populations. Tout ceci entraîne de graves conséquences sur les moyens de subsistance des populations, leurs conditions de vie, la cohésion sociale et l'accès aux services sociaux de base. La préfecture de la Mambéré-Kadeï figure parmi celles qui ont été relativement épargnées par la recrudescence des affrontements et le banditisme.



Le Cameroun frontalier est un des principaux pays d'accueil de ces populations réfugiées centrafricaines, avec plus de 267 000 personnes sur son territoire en 2018. La grande majorité de ces réfugiés dépend de l'aide humanitaire, qui a tendance à décroître. La situation, qui revêt un caractère transfrontalier n'est pas stabilisée et la pression sur les ressources disponibles, combinée à l'absence de perspectives socio-économiques laisse peser le risque d'une dégradation du contexte. Des actions de relèvement et de développement semblent nécessaires au renforcement de la cohésion de ces territoires.

Le développement économique et social inclusif des territoires est ainsi un enjeu fort, des deux côtés de la frontière. Celui-ci doit favoriser la cohabitation et la cohésion sociale entre population hôte et réfugiée. Une approche transfrontalière du développement local et de la gouvernance face aux conséquences durables de la crise centrafricaine apparaît pertinente et doit reposer sur la valorisation des atouts et proximités culturelles, linguistiques, coutumières, partagés entre les populations hôtes et réfugiées et entre les territoires.

Dans ce contexte, la Croix-Rouge française (CRF), Action contre la faim (ACF), CARE, l'IRAM et Norwegian Refugee Council (NRC) ont répondu conjointement à l'appel à projet crise et sortie de crise (APCC) proposé par l'Agence Française de Développement (AFD), au titre de « l'Initiative Ga Songo » pour le relèvement de la République centrafricaine. Avec un montant de 12 millions d'euros sur 48 mois, son objectif est de promouvoir le développement simultané et équilibré des départements de la Kadey (Cameroun) et de la Mambéré-Kadeï (RCA). Le projet I Yéké Oko, né de cette collaboration, vise, selon une approche territoriale et inclusive et dans une logique transfrontalière, à contribuer au développement équilibré et durable des territoires touchés par les déplacements de populations issus du conflit centrafricain, en République centrafricaine et au Cameroun.

- **Projet I YEKE OKO**

Selon une approche territoriale et inclusive et dans une logique transfrontalière, le projet a pour objectif de contribuer au développement équilibré et durable des territoires touchés par les

déplacements de populations issus du conflit centrafricain, en République centrafricaine et au Cameroun. Cette action vise à traiter les facteurs de vulnérabilité des territoires et à renforcer la gouvernance ainsi que les facteurs de résilience des populations hôtes, déplacées et réfugiées des départements de la Mambéré-Kadeï (RCA) et de la Kadey (Cameroun). Il s'attache à considérer à la fois les déterminants, l'expression et les répercussions du conflit centrafricain sur la zone.

La CRf en RCA et au Cameroun assurera le lead du consortium des deux côtés de la frontière, avec un.e coordinateur.trice consortium basé.e à Batouri pour faire le lien avec les équipes CRf/ACF/CARE/NRC côté Cameroun et CRf/IRAM/NRC côté RCA via des déplacements réguliers dans la Mambéré-Kadeï.

La CRf mettra en œuvre des activités liées au soutien psychosocial et à la mobilisation communautaire notamment dans les domaines de la santé communautaire et de la sécurité alimentaire et moyens d'existence, en collaboration avec ses partenaires locaux la CRC et la CRCA. Présents sur tout le territoire national via ses Comités régionaux, départementaux et locaux et son réseau de volontaires.

ACF mettra en œuvre au Cameroun les activités de prévention et gestion des conflits agro-pastoraux, de développement d'activités économiques innovantes et axées sur les filières, liées à la sécurité alimentaire et moyens d'existence.

CARE mettra en œuvre au Cameroun les activités liées au renforcement des capacités de gouvernance et de coordination des autorités locales notamment les communes et les services déconcentrés de l'Etat, la maîtrise d'ouvrage hydraulique, l'inclusion financière (Association Villageoise d'Épargne et de Crédit (AVEC), Institution de microfinance (IMF)) et l'alphabétisation fonctionnelle des populations. CARE s'occupera également d'assurer l'intégration transversale du genre et l'inclusion des populations vulnérables dans l'ensemble du projet.

L'IRAM mettra en œuvre en Centrafrique des activités liées au renforcement des capacités, à la gouvernance locale, et à la coordination des autorités locales notamment les communes et les services déconcentrés de l'Etat, ainsi que les actions relatives à la gestion des espaces et des ressources, le développement de schémas de développement économique, la formation et l'insertion professionnelle des jeunes et l'inclusion financière.

NRC apportera, à la fois en RCA et au Cameroun, une assistance en matière de documentation civile, d'accès au foncier et de résolutions de conflits LTB en faveur des réfugiés de RCA.

II. Présentation du projet

1. Intitulé : « Projet de développement équilibré et durable de la Kadey et de la Mambéré-Kadeï (I Yéké Oko) »
2. Démarrage : 1^{er} Avril 2019
3. Durée : 48 mois
4. Budget : 12 000 000 €
5. Objectifs

Objectif général : Contribuer, selon une logique transfrontalière, au développement équilibré et durable des territoires touchés par les déplacements de populations issus du conflit centrafricain, en République centrafricaine et au Cameroun

Objectif spécifique 1 : Renforcer les capacités des autorités locales pour la mise en place de mécanismes de gouvernance et de dialogue inclusif qui permettent une planification concertée (communale, intercommunale et transfrontalière) de développement et une réponse efficace aux besoins des populations.

Objectif spécifique 2 : Renforcer les mécanismes communautaires de prévention et de gestion des conflits en valorisant les pratiques culturelles locales et innovantes porteuses d'espoir.

Objectif spécifique 3 : Améliorer les moyens d'existence et les revenus des populations à travers le développement des chaînes de valeurs/systèmes d'activités dans les filières agro pastorales qui permettent aux jeunes, aux femmes et aux personnes vulnérables d'accéder à des activités économiquement rentables et la mise en place de services financiers adaptés.

Objectif spécifique 4 : Réaliser des diagnostics, capitaliser les expériences menées et participer au dialogue et aux réflexions sur les politiques et stratégies en matière de développement local.

6. Résultats attendus et Activités

Résultats liés à la cohésion civique :

- *Dynamisation au niveau local des territoires avec la création ou l'appui au fonctionnement d'instances de concertation citoyenne et à la documentation civile ;*
- *Accompagnement des communes et intercommunalités pour un renforcement de la gouvernance territoriale ;*
- *Promotion d'un développement local inclusif auprès des autorités (cadres de concertation) et d'une plus grande cohésion entre les populations (hôtes et réfugiés) ;*
- *Appui au développement et à la mise en œuvre de projets communaux et intercommunaux ;*
- *Promotion d'un dialogue transfrontalier.*

Résultats liés à la cohésion sociale :

- *Renforcement des mécanismes existants pour la gestion des conflits agropastoraux ;*
- *Diffusion des connaissances sur les droits (Logement/Terres/Biens - LTB) et sur les mécanismes de résolution des conflits fonciers*
- *Mobilisation communautaire pour la promotion de la paix, le dialogue relatif au genre et aux normes d'équité (ASA), la diffusion de messages sur les bonnes pratiques de santé/nutrition ;*
- *Appui aux mécanismes individuels et collectifs de résilience psychosociale ;*
- *Amélioration des capacités de maintenance et gestion des parcs hydrauliques ;*
- *Promotion d'une cohérence transfrontalière en matière de gestion des ressources naturelles ;*
- *Soutien aux mécanismes d'autonomisation et de préparation au retour (transfrontalier).*

Résultats liés à la cohésion économique

- *Activités de renforcement technique, matériel et organisationnel des ménages et des groupements agricoles locaux : dotations en semences, appui aux groupements agricoles, mise en place d'activités génératrices de revenus (moulins à manioc, décortiqueuses à arachides, aires de séchage)*
- *Activités de construction et réhabilitation de forages dans les centres de santé d'intervention avec comités de gestion*

Résultats liés au partage d'information et à la capitalisation

- *Compréhension fine du contexte grâce des études thématiques - genre, filières ;*
- *Fonctionnalité de l'observatoire des crises et résiliences ;*
- *Capitalisation sur les actions et diffusion aux acteurs nationaux ;*
- *Meilleure compréhension, appréhension et programmation de l'action dans la zone ;*
- *Démultiplication des activités positives et durabilité du projet grâce à une observation et un suivi-évaluation continu ;*
- *Poursuite d'une interconnexion avec les stratégies nationales.*

7. Cibles et bénéficiaires

- Les jeunes, hommes et femmes, affectés par l'absence de perspectives économiques, seront accompagnés dans la formation pratique et le développement d'activités économiques innovantes. Ils seront notamment ciblés par les activités de renforcement des capacités de production agricoles et rurales, de formation professionnalisante et de renforcement de l'accès aux services de microfinances.
- Les femmes, jouent un rôle clé dans l'économie des ménages et dans l'animation des marchés locaux. Des études spécifiques sur la question du genre seront menées en début de projet. La participation des femmes dans les activités contribuant à la relance économique, notamment dans les actions de formation professionnalisante et d'insertion économique, et

dans l'accès aux services de microfinances, sera fortement encouragée. Elles seront également en première ligne des activités visant à renforcer la résilience psychosociale et à prendre en charge les cas de violences basées sur le genre.

- Les groupes d'agriculteurs et d'éleveurs, entre lesquels peuvent se cristalliser des tensions issues du conflit centrafricain, seront ciblés par les activités d'appui à la relance économique ainsi que de renforcement des mécanismes existants de gestion des espaces et des ressources naturelles et de gestion des conflits agropastoraux.
- Les enfants, jeunes, femmes et hommes, survivants de violences basés sur le genre, en prise à une détresse psychologique, seront accompagnés dans le cadre d'activités psychosociales visant à renforcer les mécanismes individuels et collectifs de résilience psychosociale.
- Les populations hôtes, déplacées/réfugiées ou retournées, qui sont toutes différemment affectées par le bouleversement des équilibres territoriaux liés aux déplacements de populations issus du conflit centrafricain, seront globalement ciblées par les activités de mobilisation communautaire (promotion de la paix, dialogue genre, promotion des pratiques familiales essentielles, etc.) et d'information, conseil et assistance juridique en ce qui concerne l'état civil et la gestion des conflits liés aux logements, terres et biens. Ils seront également un acteur clé dans les activités à mener autour des questions de gestion des espaces, mais aussi comme bénéficiaires potentiels des actions de formation et d'insertion professionnelle.

8. Partenaires locaux impliqués

- Les entités/acteurs locaux qui animent la vie des territoires, comme les préfectures, sous-préfectures, communes et autorités coutumières, seront parties prenantes des activités et du pilotage du projet au niveau local. Du côté de la société civile, le projet sera mis en œuvre en partenariat avec des organisations locales et en lien avec les organisations communautaires de base et tout individu ou structure, acteur de changement positif dans son milieu.

III. Objectifs et résultats attendus de l'évaluation

Le Projet I Yéké Oko, financé pour une durée de 48 mois par l'Agence Française de Développement a démarré officiellement en avril 2019. Cette mission d'expertise vise à élaborer le système de suivi-évaluation du projet et à mettre en place l'enquête initiale *baseline* pour mesurer les valeurs de référence des indicateurs du projet.

Le système de suivi-évaluation devra être consolidé et harmonisé avec l'ensemble des partenaires du consortium. Il doit permettre de répondre à différents objectifs :

- appuyer la conduite et le pilotage du projet et faciliter la prise de décisions et l'émission de recommandation pour en améliorer la qualité ;
- rendre compte de l'exécution, des résultats et des effets des actions mises en œuvre (ainsi que le degré d'atteinte des objectifs fixés initialement) aux différentes parties prenantes ;
- capitaliser et diffuser de l'information concernant la mise en œuvre d'actions, les résultats et les effets.

L'enquête baseline doit permettre de mesurer les valeurs de référence des indicateurs retenus pour le suivi-évaluation du projet.

Les méthodologies proposées pour le système de suivi-évaluation comme pour la réalisation de l'enquête baseline devront être réfléchies de façon à ce qu'elles soient appropriables par les équipes des membres du consortium. Elles doivent également intégrer de l'information géographique.

Quatre à cinq missions de monitoring de l'expert devront être organisées pour effectuer le suivi du système mis en place d'ici la fin du projet en 2023.

IV. Méthodologie Proposée

Si l'évaluateur est libre de proposer sa propre méthodologie dans son offre technique, il est proposé que l'évaluateur effectue sa mission en cinq temps:

- **Préparation**
 - Prise de connaissance des documents et de la littérature disponible pour permettre une bonne compréhension du projet et du contexte dans lequel se déroule le projet.
 - Circonscription du champ d'évaluation, approbation du plan de travail d'évaluation avec l'équipe de pilotage de l'évaluation sur le terrain.
- **Expertise terrain**
 - Participation à l'atelier de cadrage transfrontalier impliquant les chefs de projet et chargés de suivi-évaluation des membres du consortium (3 au 7 septembre 2019).
 - Séances de travail avec la coordinatrice du consortium, les chefs de projet et responsables techniques des volets.
 - Proposition d'un cadre logique révisé
 - Première proposition pour le système de suivi-évaluation du projet
 - Proposition de termes de référence pour l'enquête baseline
 - Validation des termes de référence de l'enquête avec les membres du consortium
- **Enquête et analyse**
 - Formation des équipes de collecte de données
 - Supervision de la collecte de données sur le terrain
 - Compilation et analyse des données collectées
 - Elaboration du rapport d'enquête
- **Consolidation du système de suivi-évaluation et restitution**
 - Proposition définitive de système de suivi-évaluation
 - Restitution aux équipes terrain de Batouri et Berberati (conférence téléphonique depuis l'une des deux villes)
 - Restitution aux équipes de coordination de Yaoundé et Bangui (conférence téléphonique depuis Yaoundé)
 - Restitution aux équipes siège
 - Elaboration du rapport de mission
- **Monitoring du système**
 - Missions de suivi du système mis en place - au moment de l'actualisation des valeurs de la baseline.

V. Déroulement proposé pour cette évaluation

- Lieux de travail : Cameroun, Batouri et République centrafricaine, Berberati
- Durée : 2 mois puis 4 à 5 semaines pour le suivi
A titre indicatif :
 - Rencontre des principales personnes impliquées sur le projet à Paris : 1 jour
 - Formalités à Yaoundé : 1 jour
 - Bureau consortium à Batouri et bureau CRF à Berberati : 21 jours
 - participation à l'atelier de cadrage transfrontalier à Batouri et révision du cadre logique (5 jours)
 - entretien avec les équipes des membres du consortium et proposition du système de S&E (7 jours)
 - proposition des termes de référence de l'enquête baseline et validation (7 jours)
 - formation des enquêteurs sur la collecte de données (3 jours)
 - suivi de la mise en œuvre de l'enquête (12 jours)

- analyse des données et rédaction du rapport d'enquête (10 jours)
 - Trajets Yaoundé > Batouri / Batouri > Yaoundé : 2 jours
 - Trajets Batouri > Berberati / Berberati > Batouri : 2 jours
 - Réunions de restitution à Berberati, Batouri et à Yaoundé : 1,5 jour
 - Compte-rendu à l'équipe du siège : 1 jour
 - Rédaction du rapport de mission (version provisoire et définitive) : 7 jours
 - 4 à 5 missions de suivi d'une semaine chacune.
- Date de démarrage
 - La mission d'évaluation débutera au plus tard le 5 septembre 2019.

VI. Positionnement de l'évaluateur

La Croix-Rouge française, ainsi que ses partenaires la Croix-Rouge camerounaise et la Croix-Rouge centrafricaine, attachent une grande importance au suivi-évaluation de leurs activités humanitaires envers les bénéficiaires, de par leur préoccupation continue d'améliorer l'efficacité de leurs opérations et l'utilisation judicieuse des fonds alloués. L'expert doit pouvoir apporter une réponse directe et précise à tous les points contenus dans les termes de référence tout en évitant l'usage d'un langage théorique ou académique.

Compte tenu du contexte sécuritaire en République centrafricaine, et à titre exceptionnel, lors des déplacements à Berberati, la mission d'expertise sera placée sous l'autorité du chef de délégation de la CRf basé à Bangui et du chef de sous-délégation de la CRf basé à Berberati pour tous les aspects liés à la sécurité de la mission. Il est ainsi imposé à l'évaluateur d'utiliser les moyens proposés par la CRf pour faciliter la mise en œuvre de cette expertise et garantir à des fins exclusives de garantie de sa sécurité (hébergement, agence de location de véhicule avec chauffeur). Ainsi, il sera mis à disposition de l'évaluateur les moyens suivants :

- **Bureaux** de la CRf Yaoundé, Batouri et Berberati ;

L'évaluateur devra respecter et signer le plan de sûreté et sécurité de la CRf à Berberati en vigueur pendant sa mission.

L'évaluateur travaillera en collaboration avec les personnes suivantes :

- le responsable géographique du siège ;
- les référents techniques régionaux : sécurité alimentaire et moyens d'existence et nutrition/santé ;
- les chefs de délégation, de sous-délégation, et chef de base à Yaoundé, Batouri, Bangui et Berberati ;
- la coordinatrice du consortium ;
- le coordinateur des programmes de Yaoundé et l'adjointe cheffe de délégation de Bangui,
- les équipes techniques et opérationnelles d'ACF, CARE, la CRF, l'IRAM et NRC à Batouri et Berberati.

VII. Profil de l'évaluateur

L'équipe sera composée d'un ou plusieurs évaluateur(s) externe(s) à la Croix-Rouge française. Il appartient à l'évaluateur de proposer son équipe dans son offre technique.

- Connaissance des modalités d'intégration des problématiques transversales de genre, diversité et de protection dans le suivi-évaluation.
- Capacités de travail en équipe
- Excellent esprit analytique et de synthèse
- Parfaite maîtrise du français à l'oral et à l'écrit
- Excellente maîtrise des outils informatiques en particulier Excel ou tout autre système de gestion des données ainsi que des systèmes d'information géographique (SIG) ;
- Expérience dans l'élaboration de système de suivi évaluation de projets intégrés ;
- Expérience dans la conception, la conduite et l'analyse d'enquêtes qualitatives et quantitatives ; maîtrise des méthodologies CAP et LQAS ;
- Expérience dans le développement local ;

- Expérience à l'international, la connaissance de la Centrafrique ou du Cameroun est un plus.

VIII. Livrables / Produits attendus

Cadre logique révisé du projet

Un cadre logique a été élaboré dans le cadre de la soumission de la proposition de projet, qui nécessite d'être révisé avec les équipes projet. Le consultant sera en charge de coordonner la révision du cadre logique pour proposer des indicateurs SMART (spécifiques, mesurables, adaptés, réalistes, définis dans le temps) ; il devra s'assurer de l'adhésion et de l'égale compréhension des responsables du projet.

Plan de suivi-évaluation du projet

Le plan de suivi-évaluation devra présenter succinctement le dispositif de suivi-évaluation :

- La méthodologie de collecte et d'analyse systématique de l'information au cours du projet pour faciliter l'adaptation des stratégies et une prise de décisions agile relative à sa gestion ;
- La méthodologie d'appréciation de l'action et de son impact.

Il inclue un chronogramme et un budget.

Une première version sera présentée dès la finalisation de la révision du cadre logique, en amont de la réalisation de l'enquête baseline.

Termes de référence, outils d'enquête, bases de données et rapport final de l'enquête baseline

Le consultant devra proposer des termes de référence pour l'enquête baseline, une fois le cadre logique révisé finalisé. Une fois ces termes de référence validés, il sera en charge de piloter le déroulement de l'enquête : formation des enquêteurs identifiés, organisation logistique, supervision de l'enquête terrain, etc.

Le consultant sera enfin responsable du traitement et de l'analyse des données collectées, ainsi que de la rédaction du rapport d'enquête.

Rapport d'expertise

Un rapport d'expertise en version initiale sera soumis par l'évaluateur, au plus tard 1 semaine après son retour de mission. La CRf procédera à une première lecture du rapport initial et apportera ses commentaires que l'évaluateur prendra en compte avant de rendre la version finale de son rapport maximum une semaine après retours/commentaires de la CRf.

Le but du rapport :

- Appuyer l'élaboration du rapport de démarrage à remettre à l'Agence Française de Développement ;
- Présenter le dispositif de suivi-évaluation du projet en réponse aux termes de références ;
- Présenter les recommandations établies à partir de l'analyse et des conclusions de l'expert.

La structure du rapport final sera composée de la manière suivante :

- a) Une page de couverture mentionnant le nom de l'évaluateur, le titre du rapport, les emblèmes de l'ensemble des membres du consortium (Action Contre la Faim, CARE, Croix Rouge française, IRAM, NRC) et de l'Agence Française de Développement, les dates de l'évaluation ainsi que l'indication que le rapport a été produit à la demande de la Croix Rouge française et sur financement de l'AFD et que l'exposé du rapport reflète strictement les opinions de l'évaluateur.
- b) Une table des matières
- c) Un résumé reprenant les principales conclusions et recommandations (2 pages max)

- d) Un rapport narratif présentant le dispositif de suivi évaluation présenté dans le plan de suivi évaluation (20 pages max)
- e) Une conclusion
- f) Un tableau présentant les principales recommandations et des indications pour leur mise en œuvre
- g) Les annexes techniques : elles contiendront les détails techniques de la mission, ainsi que les termes de référence de l'enquête baseline, les modèles de questionnaires, éventuels tableaux ou graphiques, le rapport d'enquête, les références et autres sources d'informations, la liste des personnes rencontrées, etc.

Le rapport sera rédigé en français et soumis en version informatique. Il sera d'abord soumis en version informatique et remis sous format papier strictement identique à la version finale au plus tard 1 semaine après les retours compilés du terrain et du siège CRf.

IX. Documents de référence

- Documents contractuels de projets : Proposition de projet, cadre logique.
- Rapports issus de projets précédemment menés dans la zone par les membres du consortium : rapport d'évaluation du PRO-ACT, rapport de l'enquête LQAS du projet SAMBBA, rapport de capitalisation du projet de renforcement du dialogue local dans la Mambéré-Kadeï, etc.
- Enquêtes Link NCA 2017 (Berberati) et 2018 (Adamaoua et Est), etc.

X. Procédure de sélection du consultant

Les candidats intéressés devront soumettre une offre technique et financière incluant :

- Le CV du consultant spécifiant la formation initiale, les expériences similaires et une description des travaux réalisés.
- Une proposition technique décrivant la méthodologie proposée, le plan de travail et les concepts d'analyse qui seront mobilisés. L'offre technique ne devra pas dépasser 4 pages.
- Une offre financière détaillée et libellée en EUROS et faisant apparaître, à minima, les rubriques suivantes (une page) :
 - ✓ Honoraires.
 - ✓ Transports internationaux et nationaux.
 - ✓ Hébergement.
 - ✓ Autres dépenses (frais de visa, assurance, etc.)

Toutes les questions peuvent être posées aux adresses ci-dessous, avant la date du 13 août 2019. Une réponse sera apportée à tous les candidats avant ou le 16 août 2019.

Les offres techniques et financières devront être envoyées par e-mail aux quatre adresses suivantes avant **le 23 août 2019, 17h (heure de Paris)**.

- Mme Gilliane SEIFFERT - Adjointe Desk Sahel/Lac Tchad - Cameroun et Mauritanie
 - Email : gilliane.seiffert@croix-rouge.fr
- Mme Claire DUBOS - Adjointe Desk Afrique Centrale – République centrafricaine
 - Email : claire.dubos@croix-rouge.fr
- M. Pierre-Luc SUTTER – Référent technique sécurité alimentaire
 - Email : pierre-luc.sutter@croix-rouge.fr
- Mme Clémence LOYER – Coordinatrice consortium
 - Email : consor-cam.frc@croix-rouge.fr

Les principaux critères d'évaluation des offres seront :

- La compréhension et l'interprétation des termes de références
- La méthodologie proposée au regard des objectifs à atteindre
- Le coût
- L'expérience du consultant

(Les critères ne sont pas hiérarchisés, liste non exhaustive).

XI. Clauses administratives

Le soumissionnaire doit apporter la preuve au moment de la soumission de la régularité de son activité économique (documents fiscaux, immatriculation, inscription comme travailleur indépendant – en fonction du pays de référence où est établi le soumissionnaire).

Le prestataire doit seul fournir les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa prestation qu'ils soient matériels ou humains : billets d'avion, ordinateur, assurances en responsabilité civile professionnelle.

Il peut déléguer une partie de la mission, au sein de ses équipes, au collaborateur de son choix, mais il demeure la seule autorité hiérarchique et disciplinaire concernant ses salariés. Le prestataire doit assurer la sécurité, et à ce titre assurer les consultants envoyés en mission.

Lors l'élaboration de la soumission, le prix indiqué de la prestation doit porter la mention "ferme, global, forfaitaire et définitif"